



RÉUNION RESTREINTE RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

MOT DE BIENVENUE



François-Xavier
de Donnea
Président du Club
du Sahel et de
l'Afrique de l'Ouest

Excellence Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences Messieurs les Commissaires de la CEDEAO et de l'UEMOA,
Monsieur le Secrétaire exécutif du CILSS,
Monsieur le Secrétaire général adjoint de l'OCDE,
Mesdames et Messieurs les responsables des organisations de la société civile et du secteur privé,
Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires techniques et financiers,
Chers Membres du Réseau de prévention des crises alimentaires,
Honorables invités,

Comme chaque année, l'honneur me revient en tant que président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, de vous souhaiter la bienvenue à la réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). Je voudrais avant tout propos saluer la présence de M. Masamichi Kono, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, qui a tenu à être présent en dépit de son agenda très chargé. Je salue également la présence des ministres sahéliens et ouest-africains qui témoigne de l'engagement de la région dans le Réseau. Enfin, je me dois d'exprimer ma profonde reconnaissance à son excellence Jean-Claude Kassi Brou, président de la Commission de la CEDEAO, dont la présence personnelle donne un cachet particulier à nos assises. Au nom de l'ensemble des Membres du RPCA, je vous prie d'acclamer son excellence monsieur le président de la Commission de la CEDEAO.

Mesdames Messieurs, Chers Membres du RPCA,

Comme il est de coutume, la concertation d'avril est le moment d'un bilan définitif de la campagne agro-sylvo-pastorale et de la situation alimentaire et nutritionnelle de la région. D'ores et déjà, les signaux émanant du dispositif PREGEC du RPCA nous indiquent une situation alimentaire en sévère détérioration dans certaines zones de la bande sahélienne, comme ce fut le cas en 2010 ou en 2012. Près de 7.1 millions de personnes seraient concernées, notamment dans le bassin du lac Tchad et la boucle du Liptako-Gourma ; zones qui par ailleurs souffrent d'une insécurité encore prégnante. Ce chiffre pourrait atteindre 10.6 millions de personnes d'ici juin-août si des mesures appropriées ne sont prises à temps. Enfin, et comme vous le savez, cette situation alimentaire tendue est aussi le fait du contexte économique morose auquel la région fait face, notamment avec des dépréciations de certaines devises nationales et une inflation insupportable pour les plus vulnérables.

—
Sous le haut patronage
des Commissions de la
Communauté économique
des États de l'Afrique de l'Ouest
(CEDEAO) et de l'Union
économique et monétaire
ouest-africaine (UEMOA),
la réunion restreinte du RPCA
rassemble les principales parties
prenantes de la sécurité
alimentaire et nutritionnelle
de la région. La rencontre
est organisée par le Comité
permanent inter-États de lutte
contre la sécheresse dans
le Sahel (CILSS) et le Secrétariat
du Club du Sahel et de l'Afrique
de l'Ouest (CSAO/OCDE).
—



Ces millions de personnes en besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle sont en majorité des pasteurs et des agro-pasteurs. Durement touchées cette année par le manque de fourrage et d'eau, ces communautés et leur bétail ont été contraintes à la mobilité précoce, à l'intérieur des frontières nationales et surtout transfrontalière. Ces départs précoces à la transhumance dans un contexte sécuritaire perturbant les habitudes des pasteurs, augmentent les risques de conflits liés aux dégâts des troupeaux sur les cultures. Les récents événements meurtriers entre pasteurs et producteurs agricoles au Nigéria témoignent de la nécessité de prendre des mesures appropriées pour une mobilité pastorale apaisée.

La violence des affrontements ne doit pas nous faire oublier que ce mode d'élevage est une réalité sociale et économique incontournable. Par ailleurs, le colloque de N'Djaména en 2013 a clairement montré que le pastoralisme est également un facteur de sécurisation et de stabilisation des espaces saharo-sahéliens si de bonnes politiques publiques sont mises en œuvre. Je suis convaincu que la réunion ministérielle d'Abuja prévue à la fin avril, nous aidera à dépasser les amalgames sécuritaires et suscitera une réflexion profonde sur l'avenir du pastoralisme, facteur d'intégration régionale et source vitale pour les économies locales, nationales et régionales.

En gérant cette crise pastorale, nous devons à tout prix éviter de remettre en cause le fondement essentiel de l'intégration régionale ouest-africaine à savoir la libre circulation des personnes et de leurs biens.

**Mesdames et Messieurs,
Chers Membres du RPCA,**

Comme nous l'avons martelé en 2010, en 2012 et même en 2016 alors que nous faisons face à des situations alimentaires critiques au nord-est du Nigéria, l'efficacité de notre action face aux crises alimentaires commande à tous les intervenants le respect de la concertation, du dialogue et du leadership des États et de leurs organisations inter-gouvernementales ; ceci conformément aux principes de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires.

Comme vous le savez, cette Charte a fait l'objet d'une deuxième évaluation externe centrée sur la performance et l'efficacité des réponses aux crises alimentaires et nutritionnelles. Cette évaluation sera présentée ici et débattue par les Membres du Réseau. Nous devons collectivement nous interroger sur nos difficultés à travailler ensemble de façon coordonnée.

**Mesdames et Messieurs,
Honorables invités,**

Cela fait cinq ans que nous avons validé dans cette même enceinte la feuille de route régionale de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR). À ce jour une dizaine de pays ont validé leurs priorités nationales et la dimension résilience est en cours d'intégration dans les nouveaux programmes d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région. Les présentes assises offriront l'occasion d'échanger et de promouvoir la mise à l'échelle des bonnes pratiques de résilience. Tout en saluant ces progrès, je voudrais réitérer la recommandation de la 33e réunion annuelle en décembre dernier sur la désignation par la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS d'un « Champion de la cause alimentaire et nutritionnelle ». Cela devrait permettre d'intensifier le lobbying et le plaidoyer en faveur du maintien des enjeux alimentaires, nutritionnels et de résilience en haut des agendas de développement, dans un contexte global marqué par la résurgence des défis migratoires et sécuritaires.

Avant de terminer mes propos, je voudrais saluer les Membres du RPCA, qui à travers la première session du Comité d'orientation du Réseau tenue le 16 avril, confirment leur détermination à renforcer la contribution de celui-ci à la prise de décision. Je saisis également l'occasion pour renouveler mes sincères remerciements à tous les partenaires pour leur soutien inlassable au RPCA.

Je souhaite plein succès à vos travaux.

Je vous remercie.

